

L'Adresse—M. Rondeau

ront de \$13 les cent livres à \$90 les cent livres, et ce au Canada, dans un pays producteur de graines de semence diverses.

Monsieur le président, au printemps, plusieurs agriculteurs n'auront plus d'argent pour semer, et d'autres ne voudront plus semer dans de telles conditions. A l'automne, les produits seront alors encore plus rares, et partant plus chers; les prix monteront plus vite que les catastrophes sans valeur arrivant d'un gouvernement «en béquilles économiques».

Les prix montent plus vite que les pensions, les allocations ou les salaires. Les prix montent par l'ascenseur et les revenus par l'escalier. De jour en jour, il existe un écart toujours de plus en plus constant entre les revenus et les coûts, et comme les coûts dépassent les revenus, les dettes augmentent tous les jours d'une façon pyramidale. Le volant de notre économie est hors de contrôle. Et l'on nous parle d'une rareté d'essence, d'huile, d'acier, de sucre, de tous les sous-produits de l'essence ou de l'huile. Les États-Unis sont à la veille d'instaurer le rationnement obligatoire, et le Canada, en bon «mouton économique», suivra cet exemple le lendemain matin.

Étant donné cette confusion, le très honorable premier ministre et les députés libéraux «en béquilles économiques», pour se consoler et pour essayer d'excuser leur incompétence devant les problèmes, comparent le Canada aux pays sous-développés. On se réjouit d'être mieux qu'en Inde, au Pakistan ou en Éthiopie. Et pourtant, au Canada, on ne manque pas de pluie et d'eau. On n'a pas encore connu de tremblements de terre ou de sécheresses qui ont tout détruit. Cependant, au Canada, les députés libéraux sont en train d'organiser la sécheresse économique artificielle. On ne manque pas de terre fertile au Canada pour cultiver, et l'on a depuis longtemps appris à utiliser la science, la technologie et le progrès.

Au Canada nous ne sommes plus au temps où l'on cultivait à la pioche. Il faut être aveugle et sans argument, ou invalide «en béquilles économiques» pour comparer économiquement le Canada avec les pays où la science et la technique n'ont pas encore atteint un haut niveau, et où les méthodes de travail et de production sont moins avancées que celles qui existaient au Canada en 1874. Les libéraux sont satisfaits en comparant notre économie avec celle des pays où l'économie n'a pas encore atteint celle du temps des charrettes et des bœufs. Ceci représente très bien leur incompétence économique et démontre qu'ils sont encore aux méthodes économiques de 1874, c'est-à-dire qu'ils sont au moins 100 ans en arrière en ce qui a trait à la technique.

Monsieur le président, les castors, au Canada, n'ont pas progressé, depuis 100 ans. Ils construisent des barrages sur nos rivières, sur nos cours d'eau, en 1974, de la même façon qu'ils les construisaient en 1874.

Ils n'ont pas fait de progrès au point de vue économique, au point de vue de la production, des méthodes de travail. Cependant, les castors, au Canada, sont en avant des libéraux sur le plan économique, parce qu'ils construisent un barrage. Lorsqu'ils l'ont terminé, ils ne doivent pas un cent à qui que ce soit. Ils ne doivent pas un cent à personne. Ils construisent des barrages sans dettes. Le barrage terminé, il leur appartient, et ils n'ont pas de dettes envers la banque. Ils possèdent l'actif sans passif. Lorsqu'ils construisent un barrage ils ne vont pas à New York sur un radeau, comme les libéraux s'y rendent en avion, emprunter les crédits pour bâtir. On n'a jamais vu les castors arrêter la construction d'un barrage comme M.

[M. Rondeau.]

Bourassa l'a fait à la baie James parce qu'ils manquaient d'argent. Les castors construisent sans dettes et M. Bourassa et les libéraux ne construisent que grâce aux dettes contractées à New York ou ailleurs.

L'économie canadienne, en 1974, est sous le contrôle total des banques et des monopoles qui sont les filiales des banques. Les banques et leurs «tentacules économiques», les monopoles, ont complètement détruit notre système capitaliste d'entreprise privée, au Canada. Et dire qu'il y a encore des ignorants qui prétendent que nous vivons dans un système capitaliste et qui s'amusent à dénoncer un système capitaliste qui n'existe plus.

Un vrai système capitaliste, monsieur le président, c'est un système dans lequel tous peuvent devenir et rester propriétaires d'un capital ou d'un avoir quelconque, un système dans lequel le gouvernement encouragerait chacun à devenir et à demeurer propriétaire d'un capital quelconque.

Aujourd'hui, les gouvernements, et particulièrement le gouvernement libéral d'Ottawa, fait tout ce qu'il peut pour déposséder tout le monde au profit des banques et des monopoles sous prétexte de réduire les inégalités sociales.

Nous vivons dans un système de monopole économique qui en termes d'économie politique s'appelle: le libéralisme économique.

Au Canada, l'entreprise privée est de plus en plus ruinée et le système capitaliste est disparu. Les monopoles l'ont étouffé. L'argent et le crédit sont créés et contrôlés par les banques et la production est contrôlée par les monopoles, filiales des banques. Le prix du sucre est contrôlé par un monopole mondial d'Angleterre. Les produits alimentaires, les patates, le poisson, le bœuf, même les fèves au lard sont contrôlés par les monopoles de l'alimentation qui achètent toute la production des producteurs financés et contrôlés par les banques.

Le monopole sur les patates, une fois en contrôle exclusif de toutes les productions de patates, crée une rareté artificielle de patates, fait monter les prix, les fixe, exploite les consommateurs après avoir ruiné les producteurs.

La Jamaïque est un pays producteur de canne à sucre. Tout le sucre est acheté d'avance par le monopole du sucre d'Angleterre qui exporte le sucre à pleins bateaux de la Jamaïque, alors que les esclaves producteurs de canne à sucre n'ont même pas une cuillerée à thé de sucre pour sucrer leur café dans le pays même où l'on produit en abondance.

La même chose se produit à Cuba, la même chose se produit aussi en Jamaïque en ce qui a trait aux bananes, puisque ce pays est producteur de bananes. Les Cubains chargent des bateaux de sucre en vue de l'exportation et ont des coupons de rationnement de sucre dans leurs goussets.

Au Canada, la même chose se produit au sujet des patates. La même chose se produit aussi en ce qui a trait au poisson dans les provinces Maritimes et en Colombie-Britannique. La même chose se produit en ce qui a trait au blé de l'Ouest, dont le prix est contrôlé par le monopole du gouvernement fédéral qui s'appelle: la Commission canadienne du blé, et qui vend le blé aux Chinois communistes trois fois meilleur marché qu'au pauvre agriculteur du Québec sur le marché canadien. Le Canada est un pays producteur de blé et dans quelques jours le pain se vendra 50c. l'unité. Les patates se vendent actuellement \$10 les 100 livres, le sucre, \$30 les 100 livres. A Cuba on appelle cela le communisme. Au Canada, c'est le libéralisme économique.